

Hervé Juvin*

***SEPT REGARDS SUR LA CHINE,
L'UNION EUROPÉENNE ET LA « LA CRISE »***

La France au sein de l'Union européenne, la Chine dans le monde, ont rencontré une crise. Ce n'était ni tout à fait la même, ni tout à fait une autre. Si les situations et les issues sont différentes, elles sont aussi liées. Pour les considérer, il faut garder en mémoire la réaction de l'empereur Kangxi (1662-1722) à la querelle des rites chinois : « Je me demande comment ces Occidentaux incultes peuvent parler des grands principes de la Chine ». La distance, la modestie et l'abstention sont à la fois les qualités les plus étrangères à l'Occident, et les plus nécessaires pour les temps à venir.

1 –Que se passe-t-il ?

La crise est née américaine, elle a été exportée vers le monde, elle est devenue européenne. Elle s'attarde et se transforme en Europe autant qu'elle transforme l'Europe. Elle révèle autant qu'elle accélère un processus de décomposition politique et économique européen rapide et puissant. Comme le fait remarquer Ulrike Guérot, les économies allemandes et françaises ne cessent de diverger, et cette divergence s'est accrue considérablement depuis le déclenchement de la crise, en 2006-2007. La guerre monétaire qui s'annonce va révéler cruellement un écart qui se traduit, entre autres, par le fait que l'industrie allemande supporte bien une parité euro-dollar allant jusqu'à 1,70, alors que la France souffre dès que la parité dépasse 1,20 ! Le commerce extérieur permet à l'Allemagne de financer les pertes causées par le système bancaire et financier, quand les pays du Sud dont la France ne peuvent les financer que par l'impôt. Combien les ménages paieront-ils pour les banques ?

Une crise a touché la Chine, dont elle est sortie – ce qui, bien entendu, ne signifie pas qu'elle soit à l'abri de difficultés à venir. Cette crise résultait

* Hervé Juvin, Président d'Eurogroup Institute, est l'auteur de *Le renversement du monde*, Gallimard, 2010.

de facteurs internes – bulle de l'immobilier, faiblesse de la consommation intérieure, etc. – et externes, dont la conjonction n'a pas produit l'explosion annoncée par certains. Si la croissance de 2012 (7,6 %) est la plus faible depuis quinze ans, le « *break up* » bancaire et financier de la Chine n'a pas eu lieu.

A l'écart qui continue de se creuser entre la Chine et le reste du monde, répond l'écart à l'intérieur de l'Europe. Une décomposition brutale, profonde et générale de l'Union européenne (UE) est en cours, qui repose sur la faillite de la démocratie. L'anniversaire du Traité de l'Élysée, signé en janvier 1963 entre le général de Gaulle et Conrad Adenauer, a été l'occasion de le mesurer. C'étaient alors des peuples recrus d'épreuves qui s'engageaient ; en 2013 il s'agit de fonctionnaires qui tentent de revêtir un costume trop grand pour eux. Au point qu'en dehors de l'euro, il est fallacieux de prétendre parler de l'Europe comme d'un tout ; la situation de l'Allemagne par rapport à la Chine n'a rien à voir avec celle de la France, de l'Italie ou de l'Espagne. Au point que la perplexité des interlocuteurs extérieurs de l'UE grandit : pour la monnaie, voir la BCE ; pour la Défense, voir l'OTAN, quelquefois la France ou la Grande-Bretagne ; pour les relations extérieures, voir l'ectoplasme britannique de Bruxelles ou bien chaque ministre des Affaires extérieures ? Et pour l'économie ?

Il faut se rendre à l'évidence, l'UE a su mettre en place une monnaie unique, mais elle n'a pas su réaliser une union, ni une union politique, ni même une union économique. Et, malgré les espoirs présidentiels français (« la crise est derrière nous » a déclaré François Hollande en janvier 2013), non seulement la crise n'est pas achevée, mais elle se transforme en autre chose, un mouvement historique de désagrégation de l'UE qui se nourrit des « à peu près », des petits mensonges et des gros oublis que la « méthode Monnet », celle du forçage institutionnel, a multipliés depuis cinquante ans. Le temps est venu de payer la dette démocratique accumulée – les peuples vont faire payer aux institutions européennes le détournement de pouvoir qu'elles ont organisé et le manque de légitimité qui leur fait exercer des pouvoirs usurpés.

Première difficulté : nous ne vivons pas dans le même espace-temps. L'extraordinaire prospérité européenne, l'enrichissement inouï de ses classes moyennes et supérieures, ont été obtenus dans des conditions que la révolution mondiale du capitalisme a fait disparaître, et qui tenaient d'abord à la mise sous contrôle de l'économie par la société.

2 – D'un monde à un autre ?

L'ordre du monde se décompose à mesure que sa population augmente, que les Etats-nations se multiplient (seront-ils plus de deux cents à l'ONU

en 2020 ?) et que la planète est soumise à son exploitation. La réalité est devant nous. Ce n'est ni une crise, ni un changement de monde (Michel Serres), c'est une décomposition du monde politique : sortie de l'Ordre des nations, déshérence des dogmes économiques (Consensus de Washington, etc.), multiplication des acteurs non étatiques, privatisation des domaines publics et des actions publiques, confusion des identités, des appartenances et des structures... Nous pouvons, nous Occidentaux, renverser la plupart de nos certitudes : nous ne sommes plus la banque du monde, nous n'avons plus le monopole de l'innovation, notre système individualiste est pris en défaut, la capacité de nuire que nous donnons à nos ennemis nous ruine, et notre démocratie où l'élection se paie son prix n'est pas le régime indépassable du monde. Ajoutons, pour faire bonne mesure, que la révolution moderne du capitalisme – combinaison de l'avènement de l'individu (la « libération ») et du sans-frontiérisme qui offre le monde aux capitaux « libérés » (une révolution si bien incarnée par Daniel Cohn-Bendit, HSBC et son affichage totalitaire de la diversité dans les aéroports ou la fondation *Open Society* financée par le spéculateur George Soros pour briser l'unité des nations) – est en train de détruire l'Amérique et son protectorat européen, la décomposition interne de la société américaine étant à bien des égards plus avancée que celle de sociétés européennes qui gardent encore bien vivant le principe de leur unité nationale. Bien plus que le thème de la décadence, la réalité de l'anomie croissante de nos sociétés caractérise la situation issue de l'avènement de l'individu, avec son corollaire, le contractualisme, le constructivisme juridique, et le nominalisme qui remplace le réel par les mots, les codes et les règles. La conséquence est simple : pas plus les Etats-Unis que l'UE n'ont l'autorité morale et la légitimité pour assurer l'ordre mondial. Ils ont déjà bien assez à faire avec la défense de leur intérêt national, pour ceux au moins qui savent l'exprimer !

La situation chinoise est à la fois bien différente et tellement liée ! Première puissance commerciale du monde, avec des échanges supérieurs à ceux des Etats-Unis en 2012, premier détenteur de bons du Trésor américains, premier marché alimentaire du monde, etc., la Chine collectionne les places de leader économique, mais l'essentiel pourrait bien être ailleurs : la Chine est en passe de devenir le banquier du monde. L'association de formidables excédents extérieurs et d'une propension intérieure à épargner colossale a cette première conséquence : la Chine dispose de réserves financières considérables (3 310 milliards de dollars en décembre 2012). La Chine partage d'ailleurs cette situation avec quelques autres, comme l'indiquait Augustin de Romanet, alors dirigeant du FSI, le fonds souverain français, « les pays du sud disposaient en 2007 de l'ordre de 2 500 milliards, aujourd'hui avec les réserves de change qu'ils recyclent de plus en plus le montant de leurs réserves s'élève à 7 500 milliards ». La

dette est au Nord, les liquidités sont au Sud. En moyenne, les pays du Sud ne sont endettés qu'à hauteur de... 30 % de leur PIB, quand les pays du Nord le sont à 100 % ! Elle a cette seconde conséquence : la Chine gère avec attention, prudence et finesse ces réserves dont elle sait bien qu'elles constituent à la fois une chance et un risque – le papier peut brûler, et ce ne serait pas la première fois que l'Amérique ferait défaut sur sa monnaie, la non-convertibilité du dollar en or, à sa manière, puis le *quantitative easing*, constituant des formes de défaut. La prise de conscience américaine de la dépendance que signifie une détention à plus de 50 % de la dette publique par l'étranger n'a rien de rassurant pour l'avenir. Quant aux titres de dette en euro... les interrogations sur les conditions du « write off » grec, espagnol ou irlandais laissent des traces légitimes dans la conscience des détenteurs et acquéreurs potentiels, en Chine comme ailleurs, et les inquiétudes nouvelles de 2013 ne vont pas les effacer. Il faut donc s'attendre dans les années à venir à une accélération significative des investissements directs de la Chine hors de ses frontières, qu'il s'agisse d'acquérir des marques, des brevets, les entreprises qui les portent, qu'il s'agisse d'acquérir des biens réels, terres, immeubles, etc. Que penseront les Européens, les Français, de cet effet retour de la mondialisation heureuse qui les a si longtemps comblés ?

La question qui résulte de cette situation est simple : *la Chine est-elle prête à partager la responsabilité de l'ordre mondial ?* Est-elle prête à partager la charge de stabiliser les marchés mondiaux ? La question est posée par les difficultés persistantes des Etats-Unis, plus gravement de l'Europe, qui ne peuvent manquer d'affecter leur capacité à faire face à cette charge. La question sera posée plus durement par la crise monétaire qui va suivre celle des dettes souveraines ; les déséquilibres colossaux des balances de paiements ne peuvent se traduire que par des mouvements violents des parités monétaires. Le Japon a tiré le premier, en jouant la baisse du yen. Nous ne sommes qu'aux escarmouches d'une guerre qui va transformer le paysage financier mondial, à mesure que la politique occidentale de taux bas et d'émission forcenée de monnaie va faire sentir ses conséquences. Mais la question, formulée ici ou là sous la forme d'une nouvelle monnaie de réserve mondiale, du retour des droits de tirage spéciaux, etc., est aussi celle des éléments non monétaires du statut de monnaie de réserve mondiale : stabilité juridique et politique, convertibilité, légitimité de médiation, etc. La Chine est-elle prête à prendre sa part dans la construction d'un système bancaire et financier mondial plus sûr, plus stable et plus coopératif ? Sera-t-elle l'un des points de repère dumonde qu'on annonce post-nationalet qui se découvre post-démocratique ?

Seconde difficulté : un duopole sino-américain est détestable, un éclatement de l'ordre ancien est redoutable, sa prolongation est impossible.

Stopper le processus de décomposition bancaire et financier de l'économie mondiale est urgent. Seuls de nouveaux-venus peuvent le faire, et ils ne le feront pas sans l'aide et le concours des anciens maîtres du monde.

3 – Face à la société des individus ?

La société des individus est une société produite par la coexistence d'individus à la seule quête de leur bonheur et réunis par la seule promesse de l'abondance matérielle. Société dont la consistance est donnée par les conditions collectives de cette quête. Société dont tous les dispositifs, les lois, et même l'Etat, tirent leur légitimité de leur contribution à ce bonheur individuel ou collectif partout vanté, fruit de l'individualisation, avènement de l'individu de droit.

La crise est aussi celle de l'épuisement de cette promesse. Jamais les neuf ou dix milliards d'individus annoncés pour le milieu du siècle ne vivront comme un Américain moyen. Et jamais les Européens ne connaîtront la sûreté d'être et la confiance dans l'avenir que les générations qui ont eu vingt ans en 1960 ont pu connaître. L'écart est notable : une part du monde demande « encore quelques années, Monsieur le Bourreau », quand une autre dévore l'avenir à pleines dents et crie « plus vite ! » à la voiture qui s'emballe. De la petite aisance à la moyenne aisance puis à - à quoi exactement ? -, la course en avant de la Chine impressionne et terrorise à la fois. Jamais une telle masse d'hommes n'avait progressé aussi vite – dix fois la vitesse de l'industrialisation britannique ou allemande ! – et jamais non plus les limites du système de la croissance infinie n'avaient semblé aussi proches.

La promesse stupide faite à tout Américain de devenir propriétaire de sa résidence principale (Bill Clinton, 1994) est une manifestation achevée de la foire aux promesses à laquelle se réduit la démocratie mondialisée par le capitalisme de marché. L'accumulation de « droits à » en France est son équivalent : créer des droits inconditionnels et non financés signe des traites sur l'avenir qui sont autant de chèques en blanc qui ont toutes les chances de devenir des chèques en bois. La méthode européenne – les vieilles nations sont prêtes à abandonner un peu d'elles-mêmes contre un peu de croissance en plus ! – se grippe dès que la croissance n'est plus là. L'UE a troqué la démocratie contre la croissance, elle n'a plus de raison d'être quand, pour une génération peut-être, s'en va l'espoir d'une croissance régulière et forte (au-delà de 3 %). La foire aux promesses est finie. Et rien n'est pire qu'un système social fondé sur la croissance quand il n'y a plus de croissance ! La fin de la croissance facile, générale, acquise, signifie simplement que les pauvres – les nations comme les classes sociales – ne gagneront plus rien qu'ils ne le prennent pas aux riches. Vivre avec ce que nous avons : ce qui ferait le bonheur de 80 % de la population mondiale

semble incroyablement douloureux à des Européens drogués à la croissance et dont l'individualisme doit beaucoup à cette perception erronée : « ce que j'ai, je le dois à mes talents et à moi seul ! »

L'écart semble immense avec une Chine qui réveille à peine son marché intérieur, et qui commence seulement à développer les mécanismes de protection sociale qui mettront sa population à l'abri du risque individuel, et sauvera son économie de taux d'épargne déraisonnables. L'écart semble immense, mais la proximité est bel et bien là avec un mouvement d'individualisation dont les romanciers chinois se font si bien l'écho. L'enfant unique chinois, petit tyran domestique qui ne connaît ni limites ni frein à ses désirs, va-t-il ravager le monde ? La Chine va-t-elle faire plus vite, plus brutalement, avec une violence multipliée par sa masse, et en trente ans, ce que les Etats-Unis ont réussi après bien des tâtonnements, des replis et des hésitations, à réaliser en un peu plus d'un siècle ? Le sujet devrait préoccuper les organisations qui, telles la Ligue de la Jeunesse communiste, s'attachent à maintenir le lien qui subordonne l'intérêt individuel à l'intérêt collectif et assure la primauté de la Chine dans l'espace mondialisé et de l'identité chinoise dans le temps. La Chine n'est pas la société de l'individu. Que l'individualisme la travaille est l'un des défis où se joue le sort du monde. La Chine n'est pas encore un pays développé, au sens que la société de consommation donne à ce mot. Sera-t-elle un pays en détresse écologique et démographique avant d'avoir atteint le développement ? L'insistance avec laquelle le Président Hu Jin Tao, dans son dernier discours, a souligné les problèmes écologiques à venir et les défis qui en résultent, a valeur prophétique. Plus que la Grande Muraille, le mur de l'environnement peut être celui auquel l'ambition chinoise se heurtera, le mur sur lequel les promesses de l'individualisme peuvent se briser.

Troisième difficulté ; il faut penser hors de l'essentialisme – tout est différent de la France à la Chine – comme de l'universalisme – tous les mêmes, un Chinois est un Français qui ne le sait pas encore ! Penser, comme nous y invite François Jullien, dans l'écart, la tension, l'échange. Dans la comparaison aussi, et dans l'effort de lucidité réciproque qui est la condition même de l'amitié vraie.

4 – Replâtrage ou recommencement du système du monde ?

« Les crises économiques n'ont pas d'effet mécanique sur le destin des civilisations », écrit Thomas Flichy (professeur d'histoire à Saint-Cyr). Sans doute, mais elles condamnent ou promeuvent des systèmes, des idées, ou des principes. Elles révèlent le vieux, elles font éclater le neuf.

Le premier effet de ce que nous appelons « crise » pourrait bien être la

fin de la révolution capitaliste comme nous l'avons connue, et le retour de ce revenant qu'est le capitalisme d'Etat. C'est la nationalisation qui a sauvé l'automobile américaine. C'est la nationalisation qui sauve les banques et les sociétés d'assurance américaines, et en partie européennes. Sans les « facilités » accordées par les banques centrales, sans l'émission de monnaie, sans l'acceptation de créances pourries aux guichets de la banque centrale, sans suspension des règles comptables « à valeur de marché », le système bancaire et financier occidental était détruit. Pour le salut des banques et des fonds d'investissement, rien n'a été de trop : les lois ont été suspendues, les règles détournées, et de la fausse monnaie émise en quantité industrielle. Le résultat ? D'abord nul. Mais ensuite... Dans une opinion publiée le 25 février 2013, la FED attribuait sans détour la responsabilité de la crise à la libéralisation financière des années 1980, puis bancaire de la fin des années 1990 (suspension du *Glass Steagall Act*, loi Gramm-Rudley, etc.). Dans divers articles bien informés, des auteurs mettent de plus en plus ouvertement en cause la compromission, pour ne pas dire plus, d'établissements bancaires avec les mafias, les gangs et les organisations criminelles. Wachovia, Travelers, HSBC, OBC, bien d'autres, sont cités sans ambiguïté sur des faits d'une extrême gravité. Les auteurs seront-ils poursuivis et condamnés ?

On peut le dire ainsi : quelque chose se dessine dont nous voyons mal les contours mais qui ressemble à une reprise en main drastique de l'économie, de la banque et du crédit. Quelque chose qui limite moins les rémunérations des dirigeants, au nom du « *say and pay* », qu'il n'ouvre à l'arbitraire des juges un boulevard où ils s'engouffrent, en mettant en cause la liberté contractuelle. Quelque chose qui, en France, réduit drastiquement le domaine privé et les libertés individuelles – pas de paiement en espèces de plus de 1000 euros signifie : « vous ne ferez rien sans être suivi, tracé, épié ! ». Quelque chose qui, à l'instar des fonds souverains, n'agit plus du dehors mais du dedans du système. Quelque chose qui ouvre partout le front intérieur ; ce n'est plus de l'extérieur que vient la menace, c'est de l'intérieur, de ceux qui s'opposent, qui résistent, qui piratent ou détournent le système ! Quelque chose qui ressemble à un totalitarisme doux, par lequel tout ce qui était la démocratie bourgeoise, la liberté de pensée et d'opinion, la protection de la sphère privée, la transmission de valeurs familiales, la capacité d'initiative et l'autonomie de l'épargnant, de l'entrepreneur et du créateur, disparaissent irrémédiablement au nom de la sécurité ici et de l'égalité là. Pas en Chine, mais en Occident. Pas au nom du socialisme, mais au nom de la défense d'un capitalisme détruit par sa finance. Quelque chose vient, qui était oublié, sous les couleurs du commencement, de l'Etat maternel et du constructivisme social.

Le principe paraît acquis de nouveau : les institutions que sont les

banques, que sont les marchés, sont trop importantes pour ne pas faire l'objet de règles particulières, et pour ne pas être plus ou moins dans la main des Etats.

Voilà qui renouvelle singulièrement les critiques adressées à la Chine quant à son manque d'ouverture, l'opacité de ses systèmes financiers et la mainmise de l'Etat sur les banques, le crédit et l'allocation de l'épargne. Force est de constater la grande intelligence, mais aussi la grande qualité opérationnelle, de la gestion chinoise des taux du crédit, de la bulle immobilière, de la création monétaire, de la parité du yuan, etc. La manœuvre consistant à pratiquer une relance de la consommation intérieure sans inflation est à ce jour un succès ; chacun en connaît la difficulté. On est bien obligé de constater la résilience d'un système critiqué, l'adaptabilité du Parti et la fragilité des modèles du capitalisme financier – des modèles qui n'ont été sauvés que par la délinquance organisée des acteurs financiers, indéfiniment capables de faire payer au contribuable et au salarié leurs propres turpitudes, et même de vider de leur sens les lois les concernant (comme le prouve l'aventure dérisoire des débats européens autour de la séparation des métiers dans la banque universelle). Il faut aussi constater que des économies qui ont oublié de moderniser leur secteur bancaire et financier, comme la Corée du Sud, comme aussi la Chine, non seulement n'en ont pas souffert dans le développement de leur industrie et de leur compétitivité, mais en ont bénéficié. Le secteur bancaire indemne de la révolution capitaliste n'a pas pu développer sa capacité de nuire et d'accumuler les rentes au détriment de l'économie réelle. Voilà qui ébranle singulièrement l'assurance des institutions internationales, le mythe de la « bonne gouvernance », entendez la privatisation généralisée, l'interconnexion et le décloisonnement de tous les marchés, et voilà qui ruine les condamnations de principe portées sur tout système donnant la primauté à l'intérêt national et l'action de l'Etat dans l'économie. Les meilleurs élèves des institutions internationales sortent exsangues et hébétés de l'épreuve, au premier rang l'Europe, meilleure élève du libre-échange, de la société ouverte et de l'interdépendance obligée de ses économies, quand les rebelles, les résistants, les non-alignés, ceux qui ont préservé leur monnaie de la convertibilité, leurs marchés financiers de la dépendance au dollar et leur industrie du libre-échange, sont les premiers à sortir d'une crise qui ne les aura ébranlés qu'un moment.

Quatrième sujet : le modèle de la société de marché est malade, la destruction de la planète financière est bien engagée, la révolution du capitalisme pourrait bien avoir condamné les sources même du capitalisme individuel, et son triomphe apparent être sa condamnation à brève échéance devant les forces du capitalisme d'Etat. Tout ça pour ça !

5 – La valse des promesses

Le développement économique s'est présenté sous les atours séduisants de la sortie de la rareté ; la petite aisance, la moyenne aisance, n'étaient que des étapes sur la voie royale de l'abondance pour tous. Nous savons désormais que le développement tel que le nous le connaissons crée la rareté, étend la misère morale et la détresse sociale par la destruction des structures et des traditions qu'il entraîne, nous savons aussi qu'il annonce non seulement une rareté généralisée, mais modifie les conditions de l'établissement humain jusqu'à rendre possible un affrontement de tous contre tous pour les ressources ultimes – ce n'est pas pour rien que l'armée américaine compte désormais le climat parmi les ressources stratégiques, la santé, l'eau douce, l'air, parmi les paramètres de ses opérations à surveiller, si ce n'est à produire ! Ce n'est pas la moindre révélation de la modernité paradoxale dans laquelle nous entrons ; nous savons que le progrès nous condamne, nous devinons que le développement devient un risque, nous voyons que la mondialisation est incompatible avec l'avènement du consommateur.

Ecart et unité, encore. Tout Parisien est ému quand les habitants de Pékin sont touchés par la gêne respiratoire. Tout Français partage l'émotion des villageois dont les enfants naissent difformes, et de ces pêcheurs dont les poissons sont saturés de mercure. Mais chacun sait bien que c'est aux autres de résoudre leurs propres problèmes. Chacun comprend que seul, un Etat en pleine possession de son territoire et en totale maîtrise des acteurs économiques, pourrait efficacement lutter contre agressions portées sur le climat, sur les systèmes naturels, sur la qualité du milieu de vie. Notre condition humaine est en jeu ; celle d'êtres humains pour qui respirer, boire, manger, sous nos latitudes et depuis le « progrès », étaient acquis à tous. La croissance mondiale a toujours été directement corrélée à la disposition de l'énergie. La question est posée ; quels seront les carburants de la croissance mondiale dans les prochaines années ? Une question qui pourrait devenir ; quelles seront les autorisations de croissance délivrées pour les prochaines années par les propriétaires des ressources énergétiques, et les teneurs de péage sur les gazoducs ou les lignes maritimes ?

Le moteur du système du monde est connu ; tous, tous, tous, consommateurs, en quête de l'abondance et de la satisfaction matérielle ! L'ordre économique devait remplacer l'ordre politique ; la fin de l'histoire n'est rien d'autre que cette promesse de dépassement des luttes politiques, des Nations et des peuples, dans la béatitude réalisée de la consommation mondialisée. C'est peu de dire que le moteur est grippé. La France s'apprête à vivre une nouvelle année sans croissance – il est plus convenable de dire « de croissance zéro ». L'Europe qui n'était plus tenue

par la menace de la guerre, était vaguement tenue par la promesse de la croissance. Autant dire qu'il n'en reste plus rien. Mais la question est posée à la Chine ; le modèle de la croissance occidentale, fondée sur l'énergie fossile, sur la mobilisation de toutes les ressources disponibles, sur la liquidation du capital social, national, politique, plus encore que du capital naturel, des écosystèmes, de la diversité animale et végétale, peut-il être le modèle d'une société chinoise qui est déjà confrontée aux limites de l'histoire humaine de la nature ? Ce ne sont pas des Européens blasés et comblés qui le disent ; ce sont les habitants de Pékin qui portent des masques pour respirer moins de microparticules, ce sont les villageois qui veulent savoir la vérité sur l'état des terres, de l'eau douce et de l'air.

La crise bouleverse les positions relatives des régions du monde, en tendance bien plus qu'en valeur absolue. En valeur absolue, même si l'Inde est le pays le plus peuplé et la Chine le premier acteur économique mondial, les Etats Unis et l'Europe resteront loin devant en termes de richesse par habitant, de produit par habitant, donc de capacité à normer et régler les relations internationales. Ils restent surtout les premiers pour la conscience qu'ils prennent déjà et, bientôt, sans doute, le soin qu'ils portent à leurs écosystèmes. Les Etats-Unis, comme la Grande Bretagne, ont engagé des démarches de recensement et d'évaluation de systèmes naturels considérés comme ressources stratégiques – les ressources déterminantes de l'après crise. Et un scénario se dessine, qui ressemble à un piège stratégique ; en suivant le modèle de développement industriel, mais surtout le modèle de la consommation matérielle individualisée, en adoptant sans y penser davantage les indicateurs de croissance, de production, de richesse, etc. issus de la révolution industrielle, les nouveaux pays de marché se précipiteraient dans une impasse, avec d'autant plus de violence qu'ils iraient plus vite sur cette voie. De sorte que la première menace pour la Chine ne serait pas une baisse de la croissance, mais la poursuite d'une croissance à deux chiffres, croissance signifiant ; destruction des systèmes naturels. De sorte que la première menace stratégique pour la Chine ne serait pas la flotte américaine du Pacifique, ou le défaut des Etats-Unis sur leur dette détenue hors frontières, ce serait l'adoption d'un modèle social de consommation condamné avant même d'avoir assuré l'aisance à la majorité – un modèle rendant la terre chinoise inhabitable avant de l'avoir rendue riche.

Cinquième question. Le développement devait sortir les hommes de la pauvreté, les moyens du développement, notamment l'urbanisation forcée, les réduisent de plus en plus à la misère. Derrière la crise de l'avenir, la sortie du capitalisme financier mais aussi de la modernité post nationale assurée par la consommation de masse, est en cours. Les vieilles Nations européennes ne manquent pas de ressources pour faire face à un

désinvestissement économique qui ranime déjà les nationalismes, les régionalismes et les identités. La passion politique n'est pas morte en Europe. Qu'en sera-t-il de la Chine, et faut-il prévoir une crise d'une toute autre nature, provoquée par un excès de confiance dans les vertus politiques et sociales de la croissance, et par l'incapacité du progrès à faire face à ses conséquences ravageuses ?

6 – Qui juge, qui conseille, qui rassure ?

L'ancien Président malais fait la leçon aux Occidentaux ; ils devraient perdre l'habitude de dépenser plus qu'ils ne gagnent et prendre exemple sur la frugalité asiatique. La Présidente brésilienne Dilma Rousseff avertit l'Europe : ne laissez pas filer la dette... Et la Chine n'est pas la dernière à faire part à l'UE et aux Etats-Unis de ses inquiétudes ; s'ils allaient mettre en danger l'économie mondiale...

La situation est impensable, voici seulement dix ans. L'Amérique, forte de sa « destinée manifeste, désignait les Bons et les Méchants, décidait du Bien et du Mal, et décrétait l'état d'urgence, en bon « souverain du monde » qu'elle se rêvait. La Chine, comme l'Inde, comme la Russie, comme tant d'autres, devaient écouter les leçons assénées avec l'autorité que donnait la réussite, à défaut de la compétence. Les missions où le Fmi, la Banque mondiale, convoquaient des élus intimidés pour leur délivrer des leçons d'économie et les recettes du consensus de Washington, la prétention des Prix Nobel américains appelés à prix d'or pour une conférence et quelques conseils... tout cela est derrière nous. Seuls, certains pays africains font encore les beaux jours des vieux gurus de la libéralisation qui ont si bien ruiné la Russie et conduit l'Europe dans le mur...

C'est peu de dire que l'ordre international n'existe plus. Plus personne n'occupe les fonctions centrales du juge, du conseiller, de l'assureur de dernier ressort. Qui sait que la Russie préside le G20 ? L'échec des institutions internationales dans la tempête, l'échec des gouvernements occidentaux à maîtriser la crise bancaire et financière autrement que par la fuite en avant, leur enlève toute légitimité à ordonner, conseiller, diriger les autres. L'aveu de la *Federal Reserve*, le 26 février 2013, reconnaissant que l'ensemble des dispositifs libéralisant les marchés financiers est à l'origine de la crise, est à la fois dramatique et inévitable. Dramatique, parce que la Fed déclare en même temps qu'il lui est impossible d'imaginer autre chose. Inévitable, parce que l'incapacité des soi-disant démocraties occidentales à maîtriser les marchés financiers et à prendre le contrôle des libertés accordées aux prédateurs bancaires et financiers, met fin au régime de l'enrichissement à crédit tel qu'il les a porté depuis un demi-siècle.

La situation est impensable ; ce ne sont pas les terroristes, ce ne sont pas

des ennemis de l'extérieur qui placent le capitalisme en difficulté, menacent l'Union européenne et la suprématie américaine, c'est la logique interne du système qui le détruit ! Et ce sont les dérives de l'Occident capitaliste et financier qui constituent aujourd'hui la première menace stratégique à laquelle soit confrontée la Chine – une menace qui renforce le Parti communiste chinois, dont la légitimité vient moins seulement de la croissance économique que de la protection de la Chine contre l'étranger (comme l'analyse Eric Li dans *Foreign Affairs*, janvier 2013). La posture morale de l'Occident était depuis longtemps intenable. Il est plus important que la posture de compétence soit à son tour détruite. Et plus important encore que les difficultés bancaires et financières des Etats-Unis et de l'Europe soient ressenties comme une faute et une menace en Chine et ailleurs.

S'il est un renversement du monde, il est bien là : moral, intellectuel, spirituel même, plus que financier, technique et militaire. Qui a pu sérieusement penser que les Chinois allaient longtemps se contenter de salaires de misère, d'exécuter au doigt et à l'œil les commandes de firmes étrangères, et d'obéir à la division internationale du travail qui assure si bien les rentes des actionnaires ? Nous avons été aveugles aux effets de la mondialisation, et au spectacle permanent, instantané et imagé des états du monde – il n'est pas d'ouvrière chinoise, d'ouvrier indonésien, qui n'ait les images d'une villa californienne en tête. La caricature de la Chine « atelier du monde », justifiant la prévision naïve d'un ancien Premier ministre français, « ils nous vendent des T-shirts, nous leur vendons des Airbus », disparaît quand, au « *made in China* », va succéder le « *invented in China* » - quand la Chine devient donneur d'ordre. Avec elle disparaît le temps de l'arrogance, des raccourcis, de la mise en conformité générale. La voie chinoise, celle d'un compromis jusqu'ici inédit entre l'autorité de l'Etat, un parti unique, et le développement économique, plus, et la liberté économique, fonctionne. Voilà qui donne un avantage décisif à ceux qui savent rester chez eux en paix dans leur chambre, à ceux qui n'ont jamais cédé au vertige de l'universel, et à la tentation de trouver ailleurs ce qu'on n'a pas chez soi.

C'est peu de dire que les relations économiques changent, c'est peu de dire que les relations politiques ne suivent pas le même chemin. Il est permis de dire beaucoup de choses sur les Etats-Unis, mais leur rôle de médiateur universel est contesté plus qu'il n'est concurrencé, et personne ne se présente pour prendre la relève. Les échanges diplomatiques, la coopération stratégique, les accords politiques entre la Chine et la France, ou l'UE, sont loin d'être à la hauteur des enjeux – et des relations commerciales. La question n'est pas de savoir si nous allons vers un monde multipolaire, elle est que les fauteurs de crise ont un intérêt vital à

verrouiller le système qui leur assure une impunité absolue, une capacité de manipulation sans limites, et cette capacité plus étonnante de faire payer leurs fautes par les autres ; l'Europe paie en ce moment les dérives américaines, à qui le tour demain ? La guerre des monnaies commence à apporter la réponse ; entre ceux qui se battent par leur compétitivité industrielle, leur performance économique, et ceux qui tiennent la monnaie mondiale, l'avantage sera toujours aux derniers – tant qu'ils gardent leur privilège. La Chine, dont la monnaie vient de dépasser le rouble dans les transactions internationales, n'est qu'au début d'un parcours que nul n'imagine sans accidents, pièges et chausse-trappes. Une coopération entre régions du monde qui ont un intérêt égal à disposer d'un étalon monétaire objectif et non faussé est l'une des composantes centrales de la sortie de crise, et de la confiance.

Sixième question. L'Occident est paralysé par une crise qui le confronte à beaucoup plus que la détresse économique ; l'impasse dans laquelle l'avènement de l'individu, qui dissimule le programme de la société du consommateur, le conduit. Nous ne savons pas être libres de nos libertés. La consistance morale, intellectuelle et spirituelle de la Chine peut-elle être une aide pour sortir, non de la crise économique, mais de l'effondrement moral, intellectuel et spirituel ? Les instituts Confucius ont-ils quelque chose à nous dire d'autre que Dallas, *Desperate housewives*, ou *Sex in the city* ?

7 - Le vrai jeu du monde

Deux conceptions face à face. L'une, essentialiste, idéaliste, affirme que la communauté de valeurs – démocratie, laïcité, individualisme, etc. – unit indéfectiblement l'Europe et les Etats-Unis, et promet le resserrement du bloc occidental, d'autant plus sûrement qu'il est davantage attaqué ou menacé. Elle légitime le traité de libre-échange annoncé entre l'Union et les Etats-Unis (et dont le Président Obama a affirmé sans états d'âme qu'il « sauverait des millions d'emplois aux Etats-Unis » !), la reddition de la Commission devant l'intérêt national américain, la dissolution de tout projet de Défense européenne dans l'OTAN, la captation des compétences, des ressources et des capacités nationales par la machinerie américaine, et l'alignement stratégique européen sur l'intérêt national américain, en vertu de ce raisonnement de protectorat consenti : tout ce qui conforte les Etats-Unis sécurise l'Europe. La force historique du raisonnement est évidente ; sa pertinence pour le futur pose question.

L'autre conception, voulue réaliste, constate la résilience des Etats-nations, la divergence des intérêts entre les Etats-Unis et l'Europe, s'inquiète des manifestations multiples du protectorat dans lequel les Etats-Unis continuent à tenir l'Europe continentale, et s'en tient à la doctrine

traditionnelle de toute *realpolitik* ; le premier adversaire est celui qui entend imposer sa puissance au monde. La venue souhaitée d'un monde multipolaire passe par l'affaiblissement, au moins relatif, des Etats-Unis, et par une coopération renforcée avec les autres pôles du monde à venir, à commencer par la Chine, à continuer avec l'Inde, le Brésil, l'Afrique – la Russie demeurant pour l'Europe un voisin d'une tout autre nature, puisque toute aventure avec la Russie est celle de la conquête du *heartland*, et de la suprématie mondiale pour une Europe continentale qui mettrait fin à trois siècles de soumission aux puissances maritimes anglaises et américaines.

En revanche, en tendance, les Etats Unis, l'Europe et la Russie se voient décrochés par deux zones majeures, l'une prévisible, l'autre moins. La première est bien entendu l'Asie, de l'Indonésie à la Corée du sud. Mais la seconde est l'Afrique, seconde zone mondiale en termes de croissance au cours des dernières années (5,5 % en moyenne contre 6 % à l'Asie, 2 % aux USA... et 1 % en Europe !)

La Chine a raison de s'interroger. Que peut devenir l'Europe sans la croissance ? Que sera la démocratie française sans la croissance dans laquelle s'est dissoute la République ? Mais l'UE et la France ont aussi raison de poser la question : la Chine est-elle prête à investir dans l'intelligence du monde, dans l'autorité morale et dans l'influence politique, de manière à légitimer une présence institutionnelle au niveau, sans doute pas des Etats-Unis, mais de la France ou de la Grande-Bretagne, qui continuent d'arriver bien avant elle en termes de rayonnement international ?

Au moment où les jeunes Portugais qui quittent par milliers la récession de leur pays sont accueillis à bras ouverts au Mozambique, en Angola, quand ce n'est pas au Brésil, au moment où des Espagnols partent vers l'Amérique du Sud, où des Français se retrouvent dans un Bengale qui fut français, dans une Asie du sud-est ou une Afrique qui furent françaises, une autre carte du monde se dessine. Elle sépare ce que la colonisation économique et financière anglo-américaine avait confondu, elle emprunte les vieilles routes du monde aux senteurs d'Empire pour rassembler ceux qui découvrent que la langue, la culture, la couleur des mots et des jours, bâtissent un commun plus solide que bien des frontières, bien des codes de conformité, et bien des dogmes. La France, comme le Portugal, l'Espagne, les Pays-Bas, ont été riches en monde. Faut-il dire que la Chine, du fait de sa taille, de sa position de « milieu du monde », de sa longue autarcie recherchée, est pauvre en monde ? Mieux vaudrait dire que l'une comme les autres, l'une avec les autres, ont besoin de parvenir à une vision plus riche, plus juste aussi, du monde. D'une coopération avec la Chine qui a besoin du monde, non pas une, mais des voies pour l'avenir peuvent s'ouvrir.

Septième interrogation, celle de la coopération avec la Chine. Le mot est partout, la réalité se dérobe. Nouveau système monétaire international, nouvelle approche de la croissance et du développement, nouvelle doctrine de respect de la souveraineté, de non-ingérence, et de responsabilité partagée du maintien de l'ordre entre les nations... Chacun peut comprendre le souci ombrageux de la souveraineté que manifestent la Chine comme la Russie, le Brésil comme l'Inde – ils n'ont rien oublié. Chacun saisit aussi qu'il n'y aura pas de sortie de la décomposition internationale actuelle sans entente sur quelques nécessités vitales. Sinon, l'Empire, ou la guerre de tous contre tous. L'épée qui tranche, et la volonté de vivre qui précède tous les recommencements. En sommes-nous déjà là, encore déjà là ?